

**Point de presse du porte-parole
adjoint -
Guinée/Sénégal/Mauritanie/Déplace
ment de M. Jean-Yves Le Drian -
Qatar - Syrie - Israël/Territoires
palestiniens
(Paris, 14 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Guinée/Sénégal/Mauritanie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (14-16 juin 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères se rend du 14 au 16 juin en Guinée, au Sénégal et en Mauritanie. Ce déplacement sera une première occasion de promouvoir les priorités de la France en Afrique : climat, développement économique, sécurité.

En Guinée, M. Jean-Yves Le Drian sera reçu par le président Alpha Condé afin de faire le point sur nos relations bilatérales. Il aura aussi l'occasion d'évoquer avec le chef de l'État guinéen, actuellement président de l'Union africaine, les questions régionales et la mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat, au travers notamment de l'initiative africaine sur les énergies renouvelables.

Au Sénégal, où cette visite interviendra peu après la rencontre du président de la République avec son homologue sénégalais à Paris le 12 juin, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères évoquera avec le président Macky Sall les principaux dossiers bilatéraux. Il fera le point sur notre coopération dans le cadre du conseil de sécurité des Nations unies, dont le Sénégal est actuellement membre. Il visitera également la «maison du train express régional» (projet de TER qui reliera Dakar à Diamniadio) et rencontrera les entreprises françaises impliquées dans ce projet. Il se rendra enfin à l'Institut Pasteur de Dakar, visitera la cellule de lutte contre la cybercriminalité et évoquera plusieurs initiatives de développement portées par la diaspora sénégalaise avec le soutien de l'agence française de développement.

En Mauritanie, M. Jean-Yves Le Drian évoquera avec le président Mohamed Ould Abdel Aziz notre coopération, notamment dans les domaines de la sécurité et du développement. Il se rendra au siège du «G5 Sahel». Il signera également une convention de financement pour un projet en faveur de la santé maternelle et néonatale.

2 - Qatar

Q - Estimez-vous que les mesures prises à l'encontre du Qatar par ses voisins portent préjudice aux populations ?

R - Comme nous l'avons indiqué hier, notre priorité va à l'apaisement des tensions et nous continuons à appeler l'ensemble des parties à faire les gestes nécessaires à cette fin. Nous souhaitons que ne soit prise aucune mesure portant préjudice aux populations.

3 - Syrie

Q - Craignez-vous que la crise diplomatique entre le Qatar et ses voisins approfondisse les désaccords entre les groupes d'opposition en Syrie et puisse entraver un quelconque processus de paix ?

R - La cohésion de l'opposition est nécessaire à la réussite du processus de négociations sous l'égide des Nations unies que nous appelons de nos vœux.

Q - Le ministre a demandé en mai que toutes les parties en Syrie garantissent un accès humanitaire complet, inconditionnel et sans entrave à toutes les populations qui en ont besoin. Que fait la France depuis le début de l'année sur le volet humanitaire syrien et y a-t-il une réflexion particulière pour approfondir ou réduire cette aide ?

R - Depuis le début de la crise, la France oeuvre en faveur d'un acheminement sans entrave et en toute sécurité de l'aide humanitaire, à toutes les populations dans le besoin et sur l'ensemble du territoire syrien. Nous avons continûment oeuvré dans ce sens au sein des instances des Nations unies, et notamment au conseil de sécurité.

La France poursuit également son soutien aux acteurs humanitaires, en particulier les agences des Nations unies, dans leur réponse aux besoins des populations syriennes. La France a annoncé à la conférence de Londres en février 2016 qu'elle consacrerait 200 millions d'euros de dons pour répondre à la crise syrienne pour la période 2016-2018. En 2016, près de 90 MEuros ont été alloués à ce titre. Lors de la conférence de Bruxelles en avril, la France a annoncé que 75 MEuros d'aide seraient alloués en réponse à la crise en 2017.

Q - Plusieurs ONG évoquent les difficultés rencontrées avec la Turquie pour accéder aux populations en Syrie, et notamment à Raqqa. Le problème est-il évoqué par Paris avec Ankara ?

R - La protection des civils en Syrie constitue une priorité de la France. Nous réclamons de manière constante un accès humanitaire sûr, complet et sans entraves pour répondre aux besoins des populations.

Nous évoquons cette question dans notre dialogue constant avec les autorités turques sur

l'ensemble des questions relatives à la libération de Raqqa, qui est une priorité stratégique.

4 - Israël - Territoires palestiniens

Q - Quelle est votre réaction à l'annonce israélienne approuvant la construction de plusieurs milliers de logements en Cisjordanie ?

R - La position de la France est constante.

Elle condamne l'approbation par les autorités israéliennes, ces derniers jours, de plans pour la construction de 3.000 logements dans différentes colonies de Cisjordanie, qui portent le nombre de nouveaux logements approuvés dans les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem-Est à près de 9.000 pour la seule année 2017.

Alors que la relance d'un processus politique nécessite des efforts de chacun, de telles décisions, illégales au regard du droit international, envoient un signal négatif et compromettent les perspectives d'une paix juste et durable.

Q - Craignez-vous des répercussions de la crise avec le Qatar dans la bande de Gaza ?

R - La France suit avec préoccupation la situation à Gaza, qui continue de se dégrader en l'absence de solution politique durable.

Elle est attachée à l'amélioration de la situation à Gaza, tout particulièrement sur le plan humanitaire./.